

Bulletin d'histoire politique

Depuis cinquante ans à l'Assemblée nationale mais toujours loin de la parité

Actions féministes pour l'élection de femmes

Chantal Maillé



Volume 20, numéro 2, hiver 2012

Les femmes en politique québécoise depuis 50 ans

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1055945ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1055945ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
VLB Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Maillé, C. (2012). Depuis cinquante ans à l'Assemblée nationale mais toujours loin de la parité : actions féministes pour l'élection de femmes. *Bulletin d'histoire politique*, 20(2), 80–92. <https://doi.org/10.7202/1055945ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2012

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Depuis cinquante ans à l'Assemblée nationale mais toujours loin de la parité

Actions féministes pour l'élection de femmes

CHANTAL MAILLÉ
Professeure agrégée
Institut Simone de Beauvoir
Université Concordia

Introduction

Cet article s'intéresse aux stratégies et interventions initiées par le mouvement féministe au Québec en réponse à la présence minoritaire des femmes à l'Assemblée nationale et dans les autres lieux d'exercice du pouvoir politique. Ce qui est parfois désigné comme la « sous-représentation politique des femmes »¹ a donné lieu à de nombreuses initiatives ; quelles sont les approches mises de l'avant pour contrer le problème de la faible présence des femmes dans les structures politiques et sur quelles analyses reposent-elles ? Pour répondre à ces questions, nous analyserons les réalisations de trois groupes phares et leurs interventions visant à promouvoir la présence des femmes en politique au Québec. Il s'agit des groupes Femmes, politique et démocratie, Féminisme et démocratie et enfin Promotion des Estriennes pour Initier une Nouvelle Équité Sociale (PEPINES).

Au Québec, la question des faibles pourcentages de femmes élues en politique fait l'objet d'une attention particulière de la part de nombreux groupes de femmes, alors que gouvernements et partis politiques montrent peu d'empressement à en faire une question prioritaire. Rappelons qu'au cours des cinquante dernières années, soit depuis l'élection de la première femme à l'Assemblée nationale, en 1961, les pourcentages de femmes élues n'ont jamais dépassé 30 % (élection provinciale de 2003), pour retomber à 25,6 % de femmes élues en 2007. En 2011, 29,6 % de femmes siègent à l'Assemblée nationale². Suite aux élections de 2003, le premier

ministre Jean Charest a nommé un Conseil des ministres paritaire, composé d'un nombre égal d'hommes et de femmes, une pratique qu'il a maintenue systématiquement jusqu'en 2010.

Au plan international, un mouvement pour la représentation paritaire des femmes en politique a émergé depuis 1990, alors que plus de quarante pays ont adopté des mesures de type quotas pour corriger les faibles pourcentages de femmes élues. Que ce soit en Europe, en Amérique latine, en Afrique ou en Asie, des mouvements féministes ont fait leur la stratégie du changement par un accroissement de la présence des femmes dans les lieux de pouvoir et travaillent maintenant en ce sens³.

Alors que dans plusieurs pays, la question du déficit de présence des femmes au sein des institutions-charnières de la démocratie représentative émerge avec force, suscitant un ensemble d'interventions, nous avons observé que cette question n'a jamais occupé l'avant-scène des campagnes électorales des cinquante dernières années au Québec. Si les actions et interventions en faveur de l'élection de femmes ont été nombreuses, ces revendications n'ont jamais été au sommet des débats préélectorales. Le travail sur le terrain réalisé par des groupes de femmes spécialisés, dont le mandat est essentiellement dévolu à la promotion de la présence des femmes en politique, demeure à la marge et reçoit peu d'échos du côté des partis politiques, gouvernements et médias, lesquels portent un intérêt très circonstanciel et épisodique à la question des pourcentages de femmes candidates et élues lors des élections.

Les actions initiées par le mouvement des femmes sont nombreuses : plusieurs dizaines de groupes de femmes ont tenu des activités de formation à l'action politique pour les femmes dans le sillon d'un programme du gouvernement du Québec, *À égalité pour décider*, mis sur pied en 1999. Ce programme gouvernemental, qui a financé plus de 390 projets depuis sa création vise à accroître le nombre de femmes dans les postes de décision des instances locales et régionales et à réduire les obstacles qui empêchent les femmes de participer pleinement à l'exercice du pouvoir⁴. En un mot, le programme vise à vendre l'idée de la politique active aux femmes. Qu'il s'agisse de vidéos, de formations destinées à des femmes qui songent à se présenter en politique, de guides aux contenus variés, de sites Internet, de feuillets d'information, les interventions des groupes de femmes dans ce champ sont variées, mais elles participent d'une même stratégie : offrir des outils destinés à combler les lacunes individuelles des femmes, lacunes qui seraient l'une des raisons de leur faible présence dans les structures de la démocratie représentative. Un catalogue des activités et publications en lien avec la présence des femmes dans les instances décisionnelles au Québec a été réalisé par le Réseau des tables régionales en condition féminine⁵.

Au Québec, le mouvement des femmes a travaillé à la féminisation des arènes politiques principalement à travers des actions de formation.

Même si les interventions féministes sur le terrain de la politique québécoise se sont multipliées au cours des cinquante dernières années, ce n'est que très récemment qu'émerge un nouveau discours réclamant des changements dans les institutions de la démocratie représentative. La question des mesures à adopter pour accroître le nombre de femmes en politique a été discutée lors d'une consultation menée au début de l'année 2011 par la Commission des relations avec les citoyens sur la deuxième politique gouvernementale *Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait. Deuxième plan d'action gouvernemental pour l'égalité entre les femmes et les hommes*⁶.

Le document de travail pose la question en ces termes: «Comment accélérer la progression des femmes dans les postes de décision et de pouvoir politique ou économique à tous les paliers tant dans le secteur public que dans le secteur privé? [...] La persistance des stéréotypes sexistes (ex: les femmes n'aiment pas le pouvoir, elles sont peu à l'aise avec la confrontation, etc.) ainsi que la difficulté de concilier travail, famille et engagements sont parmi les obstacles qu'il faut lever»⁷. Lors des consultations, une nouvelle demande pour l'implantation de quotas visant à atteindre la parité dans le nombre de femmes et d'hommes élus a été soutenue par plusieurs groupes, dont Femmes, politique et démocratie et les PEPINES. Le groupe Femmes, politique et démocratie a présenté un mémoire dans lequel il demande d'inscrire dans la loi électorale sur l'Assemblée nationale des quotas comme mesure temporaire, obligeant les partis politiques à présenter autant de femmes que d'hommes alors qu'une allocation serait accordée aux partis politiques durant la période de rattrapage⁸. Cette allocation serait dédiée au recrutement, à l'accueil, à l'accompagnement, au soutien et à l'élection de femmes. Auparavant, seul le groupe Féminisme et Démocratie avait fait de la revendication pour des changements dans les institutions de la démocratie représentative son principal cheval de bataille. Il demandait il y a quelques années une réforme du mode de scrutin au niveau de l'assemblée législative provinciale qui contiendrait des éléments destinés à faire élire plus de femmes et à favoriser l'élection de petits partis⁹.

Jusqu'à ce changement de stratégie, l'approche implicite des groupes présents dans le champ de la promotion des femmes en politique au Québec laissait supposer que les causes de la faible présence des femmes dans les postes élus se résument à des lacunes individuelles chez celles-ci¹⁰, et qu'il sera possible de combler à l'aide de programmes, formations et documents qui les ciblent. Cette approche est un effet pervers du programme gouvernemental qui en est à l'origine, qui en a dicté les conditions et qui, de cette façon, impose une vision du problème qui évacue complètement les explications liées aux institutions politiques. Les interventions qui ont été développées en ce sens reposent sur une orientation, celle de la carence, qui n'a pas fait l'objet de débats et qui est acceptée implicitement, alors

que d'autres orientations comme la revendication de corrections systémiques à travers des quotas et mesures législatives ont longtemps été ignorées par les groupes qui ont initié des projets dans le cadre du programme *À égalité pour décider*¹¹. Le Québec est aussi une société où la question des pourcentages de femmes élues en politique n'est pas débattue publiquement, comme elle l'a été en France dans les années qui ont précédé l'adoption de la loi sur la parité. Cette approche de type carence / formation / non aux quotas prévaut également au Canada anglais et aux États-Unis, où des groupes de femmes qui se donnent la mission d'accroître les pourcentages de femmes élues offrent nombre de programmes destinés aux femmes qui souhaitent se présenter en politique¹².

Trois groupes phares

Nous nous intéressons dans les pages qui suivent aux actions réalisées sur le territoire québécois par trois groupes phares dans le champ « femmes et politique ». Le groupe Femmes, politique et démocratie est un point de repère pour nombre de petits groupes de femmes qui, dans le sillon du programme *À égalité pour décider*, se sont intéressés à la question « femmes et politique ». Femmes, politique et démocratie joue ce rôle à travers ses nombreux projets, et également par la diffusion d'informations et la distribution des outils pédagogiques qu'il produit. Un second groupe phare, Féminisme et démocratie, a démontré sa capacité de mobilisation autour d'une cause commune : en témoigne l'opération 100 voix pour la démocratie, entreprise à l'automne 2005. Notre troisième groupe phare, les PEPI-NES, a été le premier à se mobiliser sur les questions liées à la présence des femmes en politique, ce qui lui confère une position d'autorité, et même si le groupe fonctionne surtout au niveau de la région des Cantons-de-l'Est, il jouit d'une grande notoriété dans l'ensemble du Québec.

Femmes, politique et démocratie

Créé avant le projet *À égalité pour décider* et autour d'un petit noyau de femmes préoccupées par la représentation des intérêts des femmes au sein des structures politiques, Femmes, politique et démocratie poursuit une mission principale, celle de promouvoir la présence des femmes en politique. Il travaille à sensibiliser les femmes à la nécessité d'accroître leur présence aux postes politiques, à leur information, à leur formation à l'exercice démocratique et à la construction d'un réseau. Il doit sa notoriété à son dynamisme, aux nombreuses activités qu'il a organisées dès sa mise sur pied mais aussi à l'impressionnant répertoire d'outils qu'il a produits : vidéo, clips sur Internet, pièce de théâtre, feuillets périodiques, site Internet, École d'été, colloques, fondation. Ces outils sont largement diffusés à

l'extérieur du groupe. Femmes, politique et démocratie a permis de mettre en relation des élues et des militantes, des citoyennes, des femmes qui avaient des réticences les unes envers les autres avant de se rencontrer, des femmes du mouvement des femmes qui avaient beaucoup de préjugés envers les femmes en politique, et les réticences sont tombées de part et d'autre à travers ces rencontres. Nombre de femmes élues ont été invitées aux soirées et formations offertes par le groupe. Un autre impact du groupe a été l'élargissement du réseau autour du thème « femmes et politique », en ouvrant, par exemple, le réseau à des femmes d'affaires. Le groupe a présenté en 2005 un mémoire sur la réforme du mode de scrutin qui reconnaissait l'intérêt d'un mode de scrutin proportionnel associé à des mesures de type « listes » pour faire élire davantage de femmes.

Qui sont les femmes visées par les interventions de ce groupe? Le groupe a produit la vidéo *D'ailleurs, je suis aussi d'ici!*¹³, qui vise à susciter l'implication et l'engagement des femmes immigrantes et fait l'analyse que la dynamique créée par le groupe et ses actions conduira à une ouverture envers les femmes des groupes minoritaires. Il offre depuis 2004 l'École d'été Femmes et démocratie municipale, une composante importante de son programme d'activités. D'une durée de cinq jours, l'École d'été est nichée dans le giron de l'École nationale d'administration publique (ENAP) et les femmes qui sont choisies pour participer sont prises en charge pour ce qui est des coûts liés à leur participation. L'objectif poursuivi est de faire élire davantage de femmes aux élections municipales québécoises. Le programme attire des candidates de toutes les régions du Québec, mais ne vise pas particulièrement à recruter des femmes provenant de groupes minoritaires. Aux élections municipales de novembre 2005, 27 candidates issues des éditions 2004 et 2005 de ce programme se présentaient aux élections et 16 ont été élues¹⁴.

Féminisme et démocratie

Formé en 2002 afin de prendre part aux débats autour de la réforme des institutions démocratiques et du mode de scrutin lancée par le gouvernement du Parti québécois, le collectif Féminisme et Démocratie a poursuivi des objectifs généraux de deux ordres : la représentation égalitaire des femmes à l'Assemblée nationale du Québec, et la réforme du mode de scrutin afin d'y voir intégrer une part significative de proportionnelle. Le groupe a été très actif dans la sphère publique québécoise entre les années 2002 et 2007, faisant la promotion d'un investissement féministe du pouvoir politique et de réformes qui permettraient l'expression d'une vision féministe du pouvoir politique. En ce sens, le Collectif a été le premier à proposer une analyse qui cible les problèmes systémiques découlant du

mode de scrutin plutôt que de faire la promotion d'une intervention individualisée auprès de candidates potentielles.

Selon l'analyse du collectif, le mode de scrutin proportionnel facilite la mise en place d'un cadre égalitaire et de mesures positives pour les politiciennes en raison des listes de candidatures, alors que le mode de scrutin actuel rend difficile l'introduction de mesures destinées à faire augmenter le nombre de femmes candidates. La discrimination à l'égard des femmes en politique est systémique, ce qui suppose donc que les solutions doivent être systémiques. Le groupe a travaillé à la réalisation de ses objectifs en offrant des formations visant à outiller les femmes individuellement et au sein du mouvement des femmes, tout en développant des stratégies d'action et d'influence comme l'opération 100 voix de femmes pour la démocratie. Ceci dit, les formations offertes se démarquaient nettement des formations-type proposées dans le cadre de la majorité des projets *À égalité pour décider*, puisqu'il s'agit de formations visant à expliquer les différents modes de scrutin et leurs effets¹⁵. Dans un mémoire présenté en décembre 2005 à la commission sur l'avant-projet de loi de la Loi électorale au Québec, le collectif a demandé l'introduction de listes de candidat-es qui permettraient l'alternance, ainsi qu'une répartition proportionnelle des sièges selon le pourcentage obtenu par chaque parti. C'est à l'initiative du groupe que l'on doit l'opération 100 voix de femmes pour la démocratie, où plus d'une centaine de femmes et de groupes de femmes ont déposé des mémoires à la commission parlementaire avec la revendication commune d'un scrutin proportionnel et l'adoption de mesures visant à faciliter l'élection de femmes. Féminisme et Démocratie fait l'analyse que l'élection d'un plus grand nombre de femmes à l'Assemblée nationale est nécessaire afin de permettre l'expression de la diversité des points de vue de femmes, féministes et non-féministes, dans les lieux de pouvoir, mais aussi pour les raisons suivantes: parce que le potentiel politique des femmes doit être utilisé; parce qu'il faut des modèles diversifiés de personnes élues en politique afin d'engendrer une relève politique diversifiée; parce que les femmes peuvent défendre des intérêts différents et ainsi influencer sur le contenu des prises de décision, et enfin parce qu'un rattrapage est une condition essentielle pour corriger les effets de la discrimination passée¹⁶.

Le collectif s'est aussi intéressé à la question de la représentation de la diversité québécoise à l'Assemblée nationale, défendant un mode de scrutin démocratique qui permettrait la représentation de la diversité ethno-culturelle de la société: «Depuis les trente dernières années, le visage du Québec s'est beaucoup diversifié, notamment en raison de l'immigration. Il importe que cette diversité se reflète à l'Assemblée nationale. Le mode de scrutin actuel ne permet aucunement de garantir une telle représentation. (...) Les membres des minorités, particulièrement des minorités visibles, ne participent pas adéquatement au processus politique parce qu'ils

ne disposent d'aucune prise réelle sur la chose électorale. Pourquoi ne pas faire de cette réforme un outil d'inclusion incitant à une meilleure participation citoyenne ? »¹⁷ Sur la question, le groupe proposait d'adopter un ensemble de stratégies destinées à intégrer la représentation de la diversité ethnoculturelle dans la représentation politique, comme obliger les partis politiques à se doter d'un plan d'action prévoyant l'adoption de mesures concrètes pour atteindre la représentation équitable de la diversité ethnoculturelle à l'Assemblée nationale¹⁸.

Les PEPINES

Fondé en 1992, le groupe Promotion des Estriennes pour Initier une Nouvelle Équité Sociale, les PEPINES, travaille à mettre en place des moyens pour permettre l'accès des femmes aux sphères de décision et promouvoir l'engagement et la participation des femmes au développement de leur région. Le groupe poursuit l'objectif central d'en arriver à ce que les femmes soient partie prenante du pouvoir dans le développement régional, à travers l'atteinte d'une nouvelle équité sociale. Le développement régional représente une belle « patinoire » pour les femmes, aux dires des militantes des PEPINES. Le groupe a obtenu du financement du programme *À égalité pour décider* à plusieurs reprises. Certaines des réalisations du groupe ont été initiées en dehors de ce programme, comme le travail de pression au niveau des Conseils régionaux de développement (CRD) pour obtenir des sièges pour les femmes et une politique de parité au niveau des commissions des CRD. De telles actions témoignent des différents registres dans lesquels le groupe s'inscrit : demandes visant à modifier les structures, interventions de formation des femmes à la politique, représentation autour du dossier « femmes et politique ». Dès 1993, le groupe a organisé un important colloque sur la place des femmes dans le développement régional : *Tête à tête en Estrie : des hommes et des femmes se parlent de leur région*. Au compte des innovations apportées par le groupe, il faut mentionner *Femmes en tête en Estrie, une banque de candidatures féminines*, un répertoire de 104 femmes prêtes et compétentes pour s'engager dans les lieux décisionnels, une réponse stratégique aux décideurs qui souvent disaient ne pas connaître de femmes intéressées à s'impliquer. En 1999, le groupe a réalisé le document vidéo *Une, deux, trois, PEPINES*, lequel présente trois militantes de la région de Sherbrooke qui ont décidé de s'impliquer dans les structures locales. La production du document *Cartographie du pouvoir en Estrie* a suivi, en 2001, accompagné du *P'tit guide des chemins du pouvoir*. S'adressant particulièrement aux femmes, cet outil de formation, de démythification et de compréhension des divers chemins du pouvoir a servi aux sessions de formation offertes dans les MRC de l'Estrie. En 2002, une recherche-action, *Jeunes femmes et participation citoyenne* a été ef-

fectuée auprès des jeunes femmes dans le but de concevoir un outil d'intervention qui correspond aux besoins et à la culture des jeunes femmes de 16 à 30 ans.

Les PEPINES définissent leur action à partir d'une vision du champ politique selon laquelle les femmes sont aux prises avec des obstacles comme l'isolement et la marginalisation dans les lieux décisionnels, l'existence de réseaux masculins dont elles font rarement partie. Les femmes sont un obstacle pour elles-mêmes : elles surestiment l'expertise des hommes et sous-estiment leur propre expertise. Enfin, on fait le constat que les femmes n'ont pas fait « leurs classes » : elles s'introduisent donc en territoire inconnu lorsqu'elles vont vers la politique, alors qu'elles ne connaissent pas les règles du jeu. On croit également à l'effet de masse critique, en vertu duquel un nombre substantiel de femmes présentes dans les lieux décisionnels permettrait la prise en compte de leurs réalités et leurs intérêts¹⁹. Les banques de candidates ne peuvent à elles seules régler le problème de la sous-représentation des femmes dans les instances décisionnelles, si les instances et les partis ne s'en servent pas. Par ailleurs, le groupe fait l'analyse qu'il faut privilégier des candidates qui ont un préjugé favorable aux femmes, « des femmes qui ont passé leur féminisme 101 ». La pleine participation des femmes aux lieux décisionnels dépend largement des conditions de vie et de travail des femmes en général.

Le *P'tit guide des chemins du pouvoir* propose un ensemble d'arguments pour soutenir la revendication de meilleures places pour les femmes, invoquant des raisons de démocratie : alors que les femmes constituent plus de la moitié de la population du Québec, il est normal qu'elles participent équitablement au devenir de leur société. Le guide fait également référence aux intérêts des femmes, à leur rôle social et à leur vision globale, laquelle intègre toutes les dimensions de la vie. Enfin, on mentionne la complémentarité des points de vue des hommes et des femmes, gage d'un développement qui prend en compte les besoins de toutes les catégories de la population²⁰. Depuis 2007, le groupe s'est associé au *Manifeste pour la parité dans la gouvernance en Estrie*²¹, qui réclame la mise en place de mesures visant la parité hommes-femmes dans les lieux de décision, incluant une réforme de la loi électorale qui introduirait des mesures pour augmenter substantiellement la représentation des femmes à l'Assemblée nationale.

Le groupe les PEPINES continue de jouir d'une grande notoriété parce qu'il a été un précurseur dans les interventions autour du champ « femmes et politique ». Il a toujours été en lien avec les groupes et décideurs de l'Estrie. C'est un groupe qui a un ancrage régional, mais c'est aussi le premier groupe à avoir été mis sur pied, au Québec, autour de l'objectif de faire la promotion d'une implication féministe dans toutes les sphères de la politique.

Les partis politiques

Au Québec, aucun parti n'a de programme faisant état de revendications en faveur de mesures obligatoires de type quotas. Cet enjeu est abordé d'abord sous l'angle d'un problème individuel et non comme un problème de démocratie ou de parti politique. Marie Galarneau, qui présidait en 2004 le Comité national d'action politique des femmes du Parti québécois, qui n'existe plus aujourd'hui, allait dans ce sens : « nous vivons dans une culture où la mentalité et les croyances dominantes nous donnent à penser que les femmes n'ont pas les capacités nécessaires pour faire de la politique »²². Le Parti québécois a rejeté en 2003 l'adoption d'une règle assurant la parité de représentation. Quant au Parti libéral du Québec, ce dernier n'a jamais manifesté l'intention d'en arriver à une parité dans les pourcentages d'élus et d'élues. Québec solidaire s'en tient à revendiquer l'amélioration du programme *À égalité pour décider* afin d'accroître la représentation des femmes dans les lieux de pouvoir et la prise en compte de leurs intérêts²³. Eleni Bakopanos, députée du Parti libéral du Canada de 1993 à 2006, rejoint les propos de Marie Galarneau lorsqu'elle dit que « le manque de confiance en soi est l'obstacle le plus difficile que les femmes aient à surmonter »²⁴. Ainsi, les voies empruntées dans le mouvement des femmes et plus particulièrement dans le cadre des initiatives subventionnées par le programme *À égalité pour décider* sont en continuité avec cette façon de comprendre le problème. Les chercheuses Trimble et Arscott renforcent cette position en affirmant que même dans le cas où certains partis politiques fixent, de leur plein gré, des cibles de représentation des femmes, les associations de circonscription locales gardent, à l'égard du processus de mise en candidature, un niveau d'autonomie qui peut compliquer la tâche de ces partis et les empêcher d'atteindre leurs objectifs²⁵.

Une certaine vision du problème

Qui sont les femmes visées par les initiatives de promotion des femmes en politique ? La question de la diversité des réalités des femmes n'est pas toujours problématisée dans les approches des programmes et initiatives visant à faire la promotion des femmes en politique, mais elle l'est de plus en plus. La réflexion, théorique ou empirique, sur le thème des femmes et de la politique s'inscrit principalement à l'intérieur d'un discours féministe qui met le genre seulement au centre de son analyse et qui revendique une filiation à la tradition de la pensée libérale. L'idée de la démocratie qui y est défendue demeure une vision traditionnelle qui cautionne les institutions existantes, qui se satisfait d'une vision de la démocratie essentiellement représentative et non participative, alors que le modèle élaboré par Hannah Pitkin et sa distinction entre représentation descriptive et re-

présentation substantive demeure «LA» référence pour un pan important de la recherche, traduisant le non-statut des questionnements critiques autour de la notion de représentation politique. On peut observer une disjonction profonde entre les travaux réalisés sur «femmes et politique», lesquels s'inscrivent dans une conception très *mainstream* et classique de la participation politique, et le constat qu'en Amérique du Nord, tant au Québec qu'au Canada et aux États-Unis, les femmes participent davantage aux mouvements sociaux que les hommes, même si ce n'est probablement pas un choix: ce serait parce que les femmes et les enjeux qui les touchent sont à la marge des systèmes politiques que les féministes ont davantage opté pour l'engagement dans les mouvements sociaux.

Lovenduski²⁶ a déjà souligné l'existence d'une distinction entre deux générations de mouvements de femmes, l'un plus ancien, centré sur l'obtention de droits pour les femmes, l'autre, plus contemporain, davantage axé sur la libération des femmes. Ainsi, les actions visant la présence des femmes au sein des institutions de la démocratie représentative s'inscrivent en continuité avec le mouvement des femmes plus ancien tourné vers la quête des droits, mais ces actions s'exercent dans un contexte non-partisan, ce qui diminue leur pouvoir et minimise la portée des actions. Alors que la démocratie représentative est en crise et qu'elle est remise en question de toutes parts, les travaux sur la présence des femmes au sein des institutions démocratiques tendent à évacuer complètement cette donnée de l'analyse contextuelle et participent à une entreprise de légitimation des institutions politiques traditionnelles plutôt que de s'inscrire à l'intérieur des discours critiques sur ces mêmes institutions. De la même façon, ces travaux sont souvent empiriques et attachent la plus grande signification à des indicateurs comme les pourcentages de femmes élues, sans égard aux nombres. Mais nous sommes maintenant à un point tournant alors que l'adoption de quotas est devenue la principale stratégie adoptée par nombre de pays pour corriger les écarts dans les pourcentages de femmes élues²⁷.

Même si la question des quotas est toujours un sujet de controverse, leur utilisation pour faire des bonds en avant dans les pourcentages de femmes élues est une tendance globale²⁸ qui montre également la disponibilité de femmes candidates lorsque l'occasion de se présenter en politique s'offre à elles. Voilà qui contredit l'approche des programmes de formation, lesquels présument de lacunes à combler chez les femmes comme étant la principale cause des faibles pourcentages d'élues.

Quels enseignements pour la formulation de politiques ?

Au Québec, le fait que nombre de groupes de femmes aient été largement financés à travers des programmes gouvernementaux, dont *À égalité pour*

décider, a possiblement entraîné leur dépolitisation, en les obligeant à se conformer à certaines normes en termes d'action et de discours pour pouvoir recevoir du financement étatique. Ce type de dépendance financière envers l'État peut contribuer à renforcer la nature « service » des groupes, au détriment d'une réflexion plus proprement politique. Peut-on établir l'efficacité de ces programmes à partir d'indicateurs comme les pourcentages de femmes élues ? Dans le cas du Québec, les pourcentages de femmes élues en politique semblent faire du surplace ou régresser, malgré la mise en œuvre de ces programmes. Enfin, si c'est pour l'essentiel le discours de la carence qui a alimenté la grande majorité de ces interventions, une analyse enlisée dans des pistes d'explication qui ne permettent pas de rendre compte de la complexité des systèmes et des oppressions reproduisant l'homogénéité des classes politiques, la revendication en faveur des quotas fait son chemin.

Notes et références

1. Cette notion est problématique en ce qu'elle suppose implicitement une vision de la représentation politique selon laquelle seules les femmes élues en politique peuvent représenter l'ensemble des femmes ; en empruntant un tel raccourci, la question de la représentation politique des femmes peut se résumer aux chiffres concernant les femmes élues. L'utilisation du terme représentation politique des femmes pour désigner les pourcentages de femmes élues laisse penser que ces études résument la question fort complexe de la représentation politique des femmes à une mesure quantitative, soit le nombre de femmes élues. C'est la dichotomie proposée par Hannah Pitkin il y a près de quarante ans dans son ouvrage *The Concept of Representation* (Berkeley, University of California Press, 1972) entre représentation descriptive et représentation substantive qui semble encore prévaloir, même s'il s'opère tout un travail de déconstruction de la femme universelle dans la théorie féministe et que la crise de la démocratie représentative semble conduire à une démocratie plus participative. Une part importante de la littérature sur la présence des femmes dans les structures politiques participe à l'entreprise de légitimation des institutions politiques traditionnelles plutôt qu'au discours critique sur ces mêmes institutions.
2. Il importe néanmoins de souligner que les femmes du Québec sont présentes dans le champ politique souvent autrement qu'à titre d'élues. Voir C. Achin et Chantal Maillé, « Il y a loin de la coupe aux lèvres. Les femmes et la politique en France et au Québec », *Santé, Société et Solidarité*, 2008, n° 1, p. 42.
3. L'ensemble des pays qui ont adopté des quotas pour les femmes en politique est répertorié sur le site Global Database of quotas for Women, à <http://www.quotaproject.org/>. Pour une discussion des conditions qui ont conduit à l'adoption de quotas pour les femmes en politique dans ces différents contextes voir Mona Krook, « Quota Laws for Women in Politics: Implications for Feminist Practice », *Social Politics: International Studies in Gender, State & Society*, vol. 15, n° 3, 2008, p. 345-368.

4. Secrétariat à la Condition féminine, *À égalité pour décider*, Gouvernement du Québec, 2010-2011.
5. Réseau des Tables Régionales de Groupes de Femmes du Québec, *Participation des femmes dans les lieux de pouvoir Catalogue des activités et publications*, à <http://www.reseautablesfemmes.qc.ca/>.
6. Voir ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, *Vers un deuxième plan d'action gouvernemental pour l'égalité entre les femmes et les hommes*, cahier de consultation, 2011, p. 10, à <http://www.assnat.qc.ca/>.
7. Commission des relations avec les citoyens, *Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait - Vers un deuxième plan d'action gouvernemental pour l'égalité entre les femmes et les hommes*, Cahier de consultation, février 2011, p. 10, à : <http://www.assnat.qc.ca/>.
8. Groupe femmes, politique et démocratie, *Pour atteindre l'égalité de fait*, mémoire présenté à la Commission des relations avec les citoyens dans le cadre des consultations et auditions publiques sur le document intitulé: *Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait - Vers un deuxième plan d'action gouvernemental pour l'égalité entre les femmes et les hommes*, février 2011.
9. Collectif Féminisme et démocratie, *Afin que le nouveau mode de scrutin constitue une réelle avancée pour la démocratie*, juin 2005, p. 12.
10. Pour une critique des arguments d'une socialisation inadéquate des femmes comme explication des faibles pourcentages de femmes élues voir Chantal Maillé, *Cherchez la femme Trente ans de débats constitutionnels au Québec*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 2002, p. 156-161.
11. Ce programme, financé par le gouvernement du Québec, comporte une enveloppe d'un million de dollars par année.
12. À ce sujet, voir pour le Canada l'ouvrage de Sylvia Bashevkin, *Women, Power, Politics. The Hidden Story of Canada's Unfinished Democracy*, New York, Oxford University Press, 2009 et pour les États-Unis Dundley T. Stodlar, «Feminist Society, Paternalistic Politics: How the Electoral System Affects Women's Representation in the United States Congress», dans Manon Tremblay (s. d.), *Women and Legislative Representation: Electoral Systems, Political Parties and Sex Quotas*, New York, Palgrave MacMillan, 2008, p. 55-65.
13. La vidéo *D'ailleurs, je suis aussi d'ici!* peut être visionnée en ligne à : <http://www.femmes-politique-et-democratie.com/>.
14. Bulletin *Tiens, v'là les femmes!*, décembre 2005, p. 1.
15. Louise Paquet, «Le scrutin qui divise», *La Gazette des femmes*, mai-juin 2006, p. 29.
16. Collectif Féminisme et démocratie, *La politique c'est aussi une affaire de femmes!* Programme de formation, cahier 3, p. 8, 2004.
17. Collectif Féminisme et démocratie, *Afin que le nouveau mode de scrutin constitue une réelle avancée pour la démocratie*, juin 2005, p. 12
18. *Ibid*, p. 13.
19. Entrevue avec un collectif de membres des PÉPINES, mai 2004.
20. Les PÉPINES, *Le p'tit guide*, 2001, p.11-12.
21. Les PÉPINES, *Manifeste sur la parité dans la gouvernance en Estrie*, 2007, à <http://www.pepines.com/>.
22. Entrevue avec Marie Galarneau, responsable du comité national d'action politique des femmes du Parti québécois, 2004.

23. Québec solidaire, *Engagements 2008*, section 4.1.5, à <http://www.quebecsolidaire.net/>.
24. Eleni Bakopanos, «Le recrutement politique et les femmes dans le processus politique», *Revue parlementaire canadienne*, printemps 2004, p. 11.
25. Linda Trimble et Jane Arscott (dir.), *Still Counting: Women in Politics Across Canada*, Peterborough, Broadview Press, 2003, p. 61.
26. Joni Lovenduski, *Women and European Politics: Contemporary Feminism and Public Policy*, Amherst, University of Massachussets Press, 1986.
27. Voir Mona .L. Krook, *Quotas for Women in Politics*, New York, Oxford University Press, 2009, et Drude. Dahlerup (s. d.), *Women, Quotas and Politics*, New York, Routledge, 2006.
28. Drude. Dahlerup, *ibid*, p. 3.